



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-34
Séance du 15 mai 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le quinze mai à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Jean-René Oudinot pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Didier Huber, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 2

Absents : 4

Votants : 19

Date de convocation et affichage

11 mai 2023

Objet : Fête votive 2023 : droit de place

M. le maire donne la parole à M. Joël SALGUES, adjoint délégué à la vie économique qui indique que la fête votive aura lieu du 04 au 06 août 2023 et qu'à cette occasion une autorisation est accordée aux forains qui en ont fait la demande et après sélection, d'exercer leur activité dans le parc du château afin de divertir petits et grands.

Il précise qu'il appartient au conseil municipal de fixer les redevances dues par les métiers forains en contrepartie de l'occupation du domaine public qui leur est accordée à l'occasion de la fête votive.

Il est proposé d'appliquer le tarif de 8 € le mètre linéaire à cette occasion.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- décide de retenir le tarif présenté,
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes les pièces nécessaires à leur application

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 15 mai 2023

Roger CAIZERGUES
Maire

François PETIT
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.10.2